



Ministère
du
Revenu

Bernard Grandmaître
Ministre

Ontario

IMPOSITION DES COMPAGNIES EN ONTARIO 1988

3 3286 08196837 8



N.L.C. - B.N.C.

Ce guide décrit les principaux points de l'imposition des compagnies en Ontario. Il a été rédigé d'après la Loi sur l'imposition des personnes morales, L.R.O. de 1980, mais n'en tient pas lieu.

Remarque :

Les dispositions de la Loi sur l'imposition des personnes morales, L.R.O. de 1980, peuvent changer, surtout en ce qui a trait aux taux d'imposition et aux taux d'intérêt. Ces changements sont indiqués dans des addenda.

On peut obtenir des exemplaires de la Loi sur l'imposition des personnes morales et des règlements y afférents, moyennant 6 \$, à la Librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto; téléphone : (416) 965-2054.

Les contribuables qui ne peuvent pas s'y rendre peuvent commander des exemplaires de la loi en téléphonant gratuitement de n'importe quelle localité en Ontario :

- Dans la communauté urbaine de Toronto, composer le 965-6015.
- Si l'indicatif régional est 807, demander le Zénith 6-7200.
- Partout ailleurs, composer le 1-800-268-7540.

Ils peuvent aussi écrire au :

Service des publications
du gouvernement de l'Ontario
5^e étage
880, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1988

ISSN-0835-3441

88/03/60 000

2504

HJ/4653/.C7/.058/1988
Ontario. Ministry of Revenue
Ontario corporations tax 1988

htlk

mai

GRANDES LIGNES DE L'IMPOSITION DES COMPAGNIES EN ONTARIO

- Le ministère du Revenu est chargé de l'imposition des compagnies en Ontario. Pour constituer une entreprise en compagnie ou pour l'exploiter sous un nom autre que sa raison sociale légale, il faut s'adresser au ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario (voir page 15).
 - Toutes les entreprises constituées en Ontario, avec ou sans capital-actions, tant publiques que privées, doivent payer des impôts en Ontario si elles ont un établissement stable dans la province (voir page 2).
 - Pour obtenir des Déclarations d'impôts des compagnies (formule CT23 ou CT8) ou des Déclarations pour une petite entreprise spéciale, s'adresser à la Direction de l'imposition des compagnies. On peut aussi obtenir des renseignements pour remplir ces formules (voir pages 16 et 18).
 - Une compagnie reconnue comme une petite entreprise spéciale devrait remplir et soumettre une Déclaration pour une petite entreprise spéciale. Ce faisant, elle est **dispensée** de soumettre une déclaration d'impôts et des états financiers (voir page 6). Toutes les autres compagnies doivent remplir et déposer une Déclaration d'impôts des compagnies de l'Ontario (voir page 7).
 - Des pénalités sont imposées et des intérêts ajoutés pour les arriérés d'impôts et les déclarations tardives. Les paiements excédentaires font l'objet d'un intérêt au même taux (voir page 12).
 - Certaines compagnies doivent payer leurs impôts en versant des acomptes provisionnels (voir page 8).
 - Le solde des impôts impayés est dû deux ou trois mois après la fin de l'année d'imposition (voir page 11).
 - Les entreprises associées doivent inclure dans leurs déclarations d'impôts le revenu et le capital imposable attribués aux entreprises que possède la société (voir pages 1 et 5).
-

-
- Les petites entreprises qui viennent d'être constituées et qui ont demandé la déduction fédérale accordée aux petites entreprises sont exonérées de l'impôt ontarien sur le revenu sur les 200 premiers mille dollars de leur revenu d'entreprise exploitée activement pour chacune de leurs trois premières années d'imposition. Elles doivent toutefois payer normalement l'impôt sur le capital (voir page 4).
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
L'IMPOSITION DES COMPAGNIES EN ONTARIO	1
Compagnies ontariennes	1
Autres compagnies canadiennes	1
Compagnies étrangères	1
Sociétés	1
Entreprises non constituées en compagnie	1
Compagnies exonérées	2
ÉTABLISSEMENT STABLE	2
ÉLÉMENTS DE L'IMPOSITION DES COMPAGNIES	3
Impôt sur le revenu	3
Impôt sur le capital	3
Impôt sur les primes	4
TAUX D'IMPOSITION	4
Impôt sur le revenu	4
Impôt sur le capital	4
Impôt sur les primes	5
DÉCLARATIONS D'IMPÔTS	6
Fin de l'année d'imposition	6
Dépôt des déclarations	6
Petites entreprises spéciales	
Marche à suivre	7
Admissibilité	7
Compagnies non admissibles	7
Compagnies standard	7
Date limite	7
Déclaration	8
Inobservation des règles	8
Avis de cotisation	8
PAIEMENT DES IMPÔTS	8
Acomptes provisionnels	8
Acomptes provisionnels des compagnies	
se prévalant de l'exonération de trois ans	
de l'impôt sur le revenu	10
Avis de versement	11
Solde des impôts	11

TABLE DES MATIÈRES (suite)

PAGE

INTÉRÊT	12
Intérêt sur les impôts non payés	12
Intérêt sur les paiements excédentaires	12
DÉDUCTION D'ENCOURAGEMENT ACCORDÉE AUX PETITES ENTREPRISES	12
Admissibilité	13
Déduction fédérale accordée aux petites entreprises	13
PERTES	14
Pertes autres qu'en capital	14
Subies en 1983	14
Subies en 1984 ou les années suivantes	14
Montant utilisable pour la déduction durant les années d'exonération	14
Pertes en capital	14
Pertes déduites avant l'assujettissement au régime fiscal ontarien	15
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
Vérification des comptes des contribuables	15
Constitution d'une compagnie	15
Raisons sociales légales	15
Aide pour remplir les Déclarations pour une petite entreprise spéciale et les Déclarations d'impôts des compagnies	16
Formules	17
Changement d'adresse	17
Impôt minier	17
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	18
OPPOSITIONS ET APPELS	19
Avis d'opposition	19
"Cotisations désignées"	20
Avis d'appel	20

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	PAGE
Prolongation du délai	20
Formules	20
Brochures et bulletins	20

L'IMPOSITION DES COMPAGNIES EN ONTARIO

Ce guide a seulement pour but de vous aider. Pour obtenir plus de précisions sur des points de loi, consultez la Loi sur l'imposition des personnes morales, L.R.O. de 1980, chapitre 97 tel que modifié.

COMPAGNIES ONTARIENNES

Toutes les compagnies constituées en Ontario, avec ou sans capital-actions, tant publiques que privées, sont assujetties à la fiscalité ontarienne concernant les compagnies si elles ont un **établissement stable** dans la province (voir page 2).

AUTRES COMPAGNIES CANADIENNES

De même, les compagnies à charte fédérale ou constituées dans une autre province sont imposables si elles ont un établissement stable en Ontario.

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

Les entreprises constituées à l'étranger qui ont un établissement stable en Ontario sont assujetties au régime fiscal de l'Ontario.

Les compagnies non résidentes **n'ayant pas** d'établissement stable en Ontario sont également imposables si elles reçoivent certains types de revenu ou réalisent des gains en capital en Ontario.

SOCIÉTÉS

Une compagnie qui participe à une coentreprise ou qui est membre d'une société est assujettie aux impôts sur la part qui lui revient du revenu et du capital imposable de la coentreprise ou de la société.

ENTREPRISES NON CONSTITUÉES EN COMPAGNIE

Un bon nombre d'entreprises **ne sont pas** constituées en compagnie et ne sont donc pas assujetties au régime fiscal de l'Ontario. Les entreprises à propriétaire unique établies dans la province et les entreprises dirigées en tant que sociétés par des particuliers sont au nombre de celles-ci. Les propriétaires des entreprises non constituées en compagnie doivent cependant payer l'impôt sur le revenu à titre de particuliers. Pour obtenir des précisions à ce sujet, il faut s'adresser à un bureau de l'impôt de Revenu Canada.

COMPAGNIES EXONÉRÉES

Les compagnies et associations suivantes **ne sont pas** assujetties à la fiscalité ontarienne concernant les compagnies et n'ont pas à produire de déclaration d'impôts :

- les municipalités
- les sociétés de la Couronne fédérales et provinciales (sauf celles qui sont "prescrites" par règlement)
- les organismes agricoles
- les boards of trade
- les chambres de commerce
- les organismes de bienfaisance enregistrés
- les compagnies fournissant des logements à loyer modéré aux personnes âgées
- les entreprises sans but lucratif de recherche scientifique
- les syndicats
- les compagnies de logement à dividendes limités
- les compagnies d'administration de caisses de retraite
- les assureurs d'exploitants agricoles ou de pêcheurs
- les clubs, les sociétés et les associations constitués et exploités exclusivement pour le bien-être social, les améliorations municipales ou les loisirs

Dans certains cas, un organisme sans but lucratif perd son exonération et devient assujetti à l'imposition des compagnies, par exemple, s'il distribue une partie de son revenu, de ses fonds ou de ses biens à un actionnaire ou à un sociétaire. Dans ce cas, la compagnie doit produire une déclaration d'impôts pour l'année d'imposition où la distribution ou l'acquisition a été faite et pour toutes les années d'imposition subséquentes.

ÉTABLISSEMENT STABLE

Une compagnie est considérée comme ayant un **établissement stable** en Ontario si elle remplit l'**une** quelconque des conditions suivantes :

- sa charte ou ses règlements administratifs mentionnent l'adresse du siège social ou d'un bureau enregistré en Ontario et la compagnie n'a d'établissement stable nulle part ailleurs au Canada;
- elle a une place d'affaires fixe, que ce soit une agence, une succursale, une exploitation agricole, une concession forestière, une usine, un atelier, un bureau, un entrepôt, une mine, ou un puits de pétrole, située en Ontario;

- elle n'a pas de place d'affaires fixe mais elle poursuit la majorité de ses activités en Ontario;
- elle utilise beaucoup de matériel ou d'outillage en Ontario;
- elle poursuit ses activités par l'intermédiaire d'un employé ou d'un agent qui est généralement accrédité pour passer des contrats pour la compagnie ou pour remplir des commandes en puisant dans un stock de marchandises situé en Ontario et appartenant à la compagnie;
- elle maintient un établissement stable dans une autre province ou dans un autre territoire du Canada, mais possède des terres en Ontario;
- c'est une compagnie d'assurance qui a un permis de l'Ontario; ou
- elle est membre d'une société, y compris une société en commandite, qui a un établissement stable en Ontario.

En plus des conditions énumérées ci-dessus, si une compagnie **non résidente** a des activités consistant à cultiver, emballer, mettre en conserve, créer, fabriquer, manufacturer, construire, extraire, ou améliorer quoi que ce soit en Ontario, elle est censée avoir un établissement stable en Ontario.

ÉLÉMENTS DE L'IMPOSITION DES COMPAGNIES

L'imposition des compagnies comporte deux principaux éléments : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le capital. Toutes les entreprises, sauf les compagnies d'assurance, paient l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le capital. Les compagnies d'assurance paient l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les primes mais pas l'impôt sur le capital.

IMPÔT SUR LE REVENU

L'impôt sur le revenu, pour une année d'imposition, est perçu sur la tranche du revenu imposable "attribuable" à l'Ontario. Si une compagnie poursuit des activités dans un établissement stable dans une autre province ou une autre compétence territoriale en plus de l'Ontario, elle peut demander une réduction de l'impôt sur la tranche de revenu imposable qu'elle est censée avoir gagné dans cette autre compétence territoriale. L'impôt payable en Ontario en sera diminué d'autant.

IMPÔT SUR LE CAPITAL

C'est un impôt sur la tranche ontarienne du capital versé imposable de la compagnie. Le capital versé imposable est le total du capital

employé dans l'entreprise. Cela comprend, outre l'avoir des actionnaires dans la compagnie, le financement par emprunts, notamment les emprunts, les billets portant privilège et les emprunts hypothécaires.

L'impôt minimum sur le capital est de 50 \$ par année.

IMPÔT SUR LES PRIMES

Les compagnies d'assurance paient l'impôt sur les primes au lieu de l'impôt sur le capital. Il est établi en fonction du total imposable des primes souscrites en Ontario.

TAUX D'IMPOSITION

IMPÔT SUR LE REVENU

Le taux d'imposition en vigueur en Ontario sur le revenu d'entreprise exploitée activement pouvant bénéficier de la déduction fédérale accordée aux petites entreprises est de 10 % (voir page 12).

Les **nouvelles entreprises** reconnues comme petites entreprises qui ont demandé la déduction fédérale accordée aux petites entreprises sont exonérées de l'impôt ontarien sur le revenu sur les 200 premiers mille dollars de leur revenu d'entreprise exploitée activement pour chacune de leurs trois premières années d'imposition. Elles doivent toutefois payer normalement l'impôt sur le capital (voir ci-dessous).

En Ontario, le taux d'imposition du revenu provenant de la fabrication, de la transformation, de l'agriculture, de la pêche, de l'extraction ou de l'exploitation forestière et qui ne peut pas faire l'objet du taux de 10 % est de 14,5 %.

Pour tous les autres revenus, le taux d'imposition des compagnies en Ontario est de 15,5 %.

IMPÔT SUR LE CAPITAL

Les compagnies dont le capital imposable est de 100 000 \$ ou moins, les entreprises agricoles familiales, les entreprises de pêche familiales, les caisses populaires et les compagnies d'investissements hypothécaires paient l'impôt ontarien sur le capital au taux uniforme de 50 \$ par année.

Les compagnies dont le capital imposable se situe entre 100 001 \$ et 1 000 000 \$ paient l'impôt au taux uniforme de 100 \$.

Pour les compagnies dont le capital imposable se situe entre 1 000 001 \$ et 1 200 000 \$, il existe une échelle mobile des taux d'imposition.

Pour les compagnies dont le capital imposable est de plus de 1 200 000 \$, le taux d'imposition est actuellement de 0,3 %.

Des règles spéciales s'appliquent aux membres d'un groupe de compagnies associées (souvent des compagnies qui appartiennent aux membres d'une même famille). Dans ces cas, il faut additionner le capital imposable de toutes les compagnies associées, qu'elles soient exploitées au Canada ou ailleurs, pour déterminer quel est le taux applicable d'imposition du capital. Si le total du capital imposable d'un groupe de compagnies associées est supérieur à 1 000 000 \$, chaque compagnie membre assujettie au régime fiscal ontarien des compagnies doit payer l'impôt sur le capital au taux de 0,3 % applicable à la portion qui lui revient du total du capital imposable. Les membres d'un tel groupe ne peuvent pas payer les impôts uniformes et moindres sur le capital qui pourraient autrement être applicables.

Les **compagnies** qui sont membres d'une société doivent inclure, en plus de leur propre part du capital versé de la société, les parts des autres associés **liés** quand elles calculent si le montant total du capital imposable dépasse la limite de 1 000 000 \$.

Les compagnies dont la principale activité au cours de l'année d'imposition était la vente au détail, la location ou l'entretien de matériel agricole peuvent se prévaloir de la réduction temporaire de l'impôt sur le capital consentie aux commerçants de matériel agricole pour la première et la deuxième années d'imposition commençant après le 31 décembre 1986 et avant le 1^{er} janvier 1989. Les compagnies qui y ont droit et dont le capital imposable est de 3 000 000 \$ ou moins payent l'impôt sur le capital autrement exigible ou 200 \$, si ce dernier montant est **moindre**. Celles dont le capital imposable dépasse 3 000 000 \$ payent l'impôt sur le capital autrement exigible ou 200 \$ plus 0,3 % sur le montant en sus de 3 000 000 \$, selon la moindre de ces sommes.

IMPÔT SUR LES PRIMES

Le taux d'imposition des primes en Ontario pour les assurances accident, maladie et vie est de 2 % du montant des primes originales émises en Ontario.

Pour la plupart des autres assurances, le taux est de 3 %.

Les primes des assurances de biens sont assujetties à un impôt supplémentaire de 0,5 %, ce qui porte le taux d'imposition de ces primes d'assurance à 3,5 %.

DÉCLARATIONS D'IMPÔTS

FIN DE L'ANNÉE D'IMPOSITION

Une entreprise qui vient d'être constituée en compagnie peut choisir la date qu'elle désire comme clôture de sa première année d'imposition à condition qu'elle ne soit pas ultérieure de plus de 53 semaines à la date de constitution. Cette année d'imposition commence à la date de constitution.

Si la fin de l'année d'imposition que choisit une compagnie réduit sa première année d'imposition à moins de douze mois, elle doit déposer la déclaration d'impôts appropriée (voir page 7) ou une déclaration (voir ci-dessous) pour cette période.

À moins que le ministère du Revenu soit avisé du contraire, la fin de la première année d'imposition est automatiquement fixée douze mois après la fin du mois où la compagnie a été constituée.

Si une compagnie désire changer la fin de son année d'imposition, elle doit d'abord recevoir l'autorisation du gouvernement fédéral. Si elle l'obtient et en soumet la preuve au ministère du Revenu, la fin de son année d'imposition est automatiquement changée aux fins de la fiscalité ontarienne.

DÉPÔT DES DÉCLARATIONS

Il y a deux modes de dépôt des déclarations. Les compagnies reconnues comme petites entreprises spéciales devraient suivre les directives données à la rubrique "Petites entreprises spéciales". Les autres entreprises doivent se conformer à la procédure expliquée sous "Compagnies standard".

Petites entreprises spéciales

Une compagnie reconnue comme une petite entreprise spéciale selon les critères d'admissibilité donnés (voir page 7) doit remplir une Déclaration pour une petite entreprise spéciale pour chaque année d'imposition se terminant **après** le 31 mars 1986. Ces compagnies **ne sont pas tenues** de soumettre des Déclarations d'impôts des

compagnies ni d'états financiers, mais doivent payer l'impôt sur le capital.

Marche à suivre

Les compagnies admissibles reçoivent une Déclaration pour une petite entreprise spéciale dans le mois qui suit la fin de leur année d'imposition. Pour satisfaire aux prescriptions en matière de dépôt, elles n'ont qu'à :

- inscrire le "Total de l'impôt pour l'année" (minimum de 50 \$ et maximum de 100 \$) ;
- signer la partie constituant la déclaration et
- détacher la déclaration et l'envoyer au ministère.

Admissibilité

Une compagnie est reconnue comme une petite entreprise spéciale pour une année d'imposition lorsque, pendant ou pour l'année d'imposition, elle remplit **toutes** les conditions suivantes, à savoir si :

- elle dépose une déclaration d'impôt fédérale sur le revenu (T2) à Revenu Canada, Impôt ;
- elle est privée et sous contrôle canadien tout au long de l'année d'imposition ;
- elle a un produit brut d'exploitation de moins de 1 000 000 \$;
- elle a un actif total, tel que déterminé aux fins de l'impôt sur le capital, inférieur à 1 000 000 \$;
- elle n'a pas de revenu imposable (et aucune perte à reporter à une année antérieure); et
- son impôt sur le capital est de 100 \$ ou moins.

Compagnies non admissibles

Les banques, les compagnies de prêt, de fiducie ou d'assurance ne peuvent être reconnues comme de petites entreprises spéciales.

Compagnies standard

Les entreprises qui ne sont pas reconnues comme de petites entreprises spéciales doivent déposer une Déclaration d'impôts des compagnies (CT23 ou CT8) et des états financiers pour chaque année d'imposition.

Date limite

Une compagnie doit déposer une Déclaration d'impôts des compagnies dans les six mois suivant la fin de son année d'imposition. Les

impôts doivent cependant être payés auparavant (voir **Acomptes provisionnels**, ci-dessous).

Les dépôts tardifs de déclarations d'impôts peuvent donner lieu à des pénalités.

Déclaration

La déclaration d'impôts d'une compagnie doit être remplie et signée par l'un de ses dirigeants. Elle doit être accompagnée d'un exemplaire des formules d'impôt et des états financiers de la compagnie soumis avec sa déclaration d'impôt fédérale.

INOBSERVATION DES RÈGLES

Si une compagnie ne dépose pas, comme requis, les Déclarations d'impôts des compagnies ou les Déclarations pour une petite entreprise spéciale ou qu'elle ne paie pas ses impôts, ses statuts constitutifs peuvent être annulés et ses dirigeants poursuivis.

AVIS DE COTISATION

Sur réception d'une Déclaration d'impôts des compagnies ou d'une Déclaration pour une petite entreprise spéciale dûment remplie, le ministère du Revenu établit un Avis de cotisation spécifiant les impôts exigibles. Les contribuables ont le droit de contester cet avis en déposant un **Avis d'opposition** dans les 180 jours suivant la date où l'Avis de cotisation a été mis à la poste (voir page 19).

PAIEMENT DES IMPÔTS

ACOMPTES PROVISIONNELS

Certaines entreprises doivent payer leurs impôts en versant des acomptes mensuels.

Lorsqu'une compagnie en est à sa première année d'imposition, elle n'est pas obligée d'envoyer des acomptes mensuels, mais elle doit payer le montant total des impôts pour la date limite (voir **Solde des impôts**, page 11). Pour les années subséquentes, les acomptes doivent dans tous les cas être versés **sauf** si le montant total des impôts exigibles pour l'année d'imposition précédente ou le montant total estimatif des impôts pour l'année en cours est inférieur à 2 000 \$;

Toutefois, si les deux montants sont de 2 000 \$ ou plus et qu'aucun acompte n'a été versé, des intérêts sont imputés aux acomptes qui auraient dû être versés.

On peut calculer de quatre façons différentes les acomptes mensuels. Pour éviter que des intérêts soient imputés, il faut que chaque acompte, habituellement exigible le dernier jour du mois, équivaille au **moindre** de ces montants :

- 1) — 1/12 du montant estimatif des impôts exigibles pour l'année d'imposition en cours,
ou
- 2) — 1/12 du montant des impôts exigibles pour l'année d'imposition précédente,
ou
- 3) — pour les deux premiers mois, 1/12 des impôts exigibles deux ans auparavant et pour les dix mois suivants, 1/10 de la différence entre les impôts exigibles pour l'année précédente et le montant payé pour les deux premiers mois,
ou
- 4) — pour les deux premiers mois, 1/12 des impôts exigibles deux ans auparavant et pour les dix mois suivants, 1/10 de la différence entre le montant estimatif des impôts pour l'année en cours et le montant payé pour les deux premiers mois.

Lorsque pour le calcul des acomptes, on utilise le montant d'impôt qui était exigible pour une année d'imposition précédente qui était courte, ce montant doit être majoré pour correspondre au montant qui aurait été exigible si l'année avait été complète.

Exemple : calcul des acomptes provisionnels pour l'année d'imposition 1988 (selon la méthode 3 qui précède).

Année d'imposition	Total des impôts exigibles
1986	4 800 \$
1987	5 000 \$
1988 (estimation)	5 200 \$

Acomptes mensuels pour 1988

- 1) Pour chacun des deux premiers mois = 400 \$ (4 800 \$ ÷ 12)
- Total = 800 \$ (400 \$ × 2 mois)

2) Pour chacun des dix derniers mois
Total

= 420 \$ (5 000 \$ – 800 \$) ÷ 10
= 4 200 \$ (420 \$ × 10 mois)

Total des acomptes pour 1988
= 5 000 \$ (800 \$ + 4 200 \$)

En plus des acomptes, le solde des impôts doit être payé dans les deux ou trois mois suivant la fin de l'année d'imposition (voir page 11). Dans cet exemple, si le montant estimatif de 5 200 \$ pour 1988 s'était avéré exact, le solde des impôts à payer aurait été de 200 \$.

Prenons un autre exemple : calcul des acomptes provisionnels pour l'année d'imposition 1988 (selon la méthode 4 qui précède).

Année d'imposition	Total des impôts exigibles
1986	4 800 \$
1987	5 200 \$
1988 (estimation)	5 000 \$

Acomptes mensuels pour 1988

1) Pour chacun des deux premiers mois
Total

= 400 \$ (4 800 \$ ÷ 12)
= 800 \$ (400 \$ × 2 mois)

2) Pour chacun des dix derniers mois
Total

= 420 \$ (5 000 \$ – 800 \$) ÷ 10
= 4 200 \$ (420 \$ × 10 mois)

Total des acomptes pour 1988
= 5 000 \$ (800 \$ + 4 200 \$)

ACOMPTES PROVISIONNELS DES COMPAGNIES SE PRÉVALANT DE L'EXONÉRATION DE TROIS ANS DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Les compagnies dont le montant estimatif d'impôts pour l'année d'imposition en cours et dont les impôts exigibles pour l'année d'imposition précédente sont de 2 000 \$ ou plus doivent payer leurs impôts en versant des acomptes provisionnels.

Les entreprises qui n'ont pas versé d'acompte pendant l'exonération de l'impôt sur le revenu de trois ans (voir page 12) doivent commencer à verser des acomptes une fois la période d'exonération d'impôt terminée lorsque les règles portant sur les acomptes s'appliquent. Dans ce cas, il faut suivre les règles données à la page 8, mais refaire les calculs des impôts des années précédentes comme si la compagnie n'avait pas été admissible à l'exonération temporaire d'impôt.

Pour déterminer le montant de ces acomptes, les compagnies doivent faire leurs calculs en fonction des impôts qu'elles auraient dû payer, à

un taux d'imposition du revenu de 10 %, si elles n'avaient pas eu droit à l'exonération de trois ans.

Exemple : calcul des acomptes pour l'année d'imposition 1988 d'une petite entreprise qui n'a payé aucun impôt sur le revenu durant les deux années d'imposition précédentes (selon la méthode de calcul 3, page 9). Supposons que le revenu imposable de la compagnie en Ontario ait été de 23 000 \$ (1986) et de 29 000 \$ (1987) et l'impôt payé sur le capital de 100 \$ pour chacune des années d'exonération.

Année d'imposition	Calcul des impôts qui auraient été exigibles	Années d'exonération
1986	2 400 \$	(23 000 \$ × 10 % + 100 \$)
1987	3 000 \$	(29 000 \$ × 10 % + 100 \$)
1988 (estimation)	3 500 \$	

Acomptes pour 1988

1) Pour chacun des deux premiers mois	= 200 \$ (2 400 \$ ÷ 12)
Total	= 400 \$ (200 \$ × 2 mois)
2) Pour chacun des 10 derniers mois	= 260 \$ (3 000 \$ - 400 \$) ÷ 10
Total	= 2 600 \$ (260 \$ × 10 mois)
Total des acomptes pour 1988	= 3 000 \$ (400 \$ + 2 600 \$)

AVIS DE VERSEMENT

À la réception du paiement d'un acompte d'impôt, le ministère du Revenu établit d'office un Récépissé et une formule d'Avis de versement.

À toutes fins pratiques, une compagnie peut faire ses versements sans frais, avec les formules d'Avis de versement, dans n'importe quelle banque à charte **en Ontario**.

SOLDE DES IMPÔTS

Chaque compagnie reçoit un avis de Solde de l'impôt exigible accompagné d'un Avis de versement au cours du mois où le solde d'impôt doit être payé. **Sauf dans les cas donnés ci-dessous, le solde d'impôts doit être payé dans les deux mois suivant la fin de l'année d'imposition.**

Le solde d'impôts exigible doit être payé dans les trois mois suivant la fin de l'année d'imposition si la compagnie a été :

- une petite entreprise spéciale pendant toute l'année d'imposition, ou

- privée et sous contrôle canadien pendant toute l'année et que, son revenu imposable pour l'année d'imposition précédente, ne dépassait pas 200 000 \$.

Si l'année d'imposition précédente comportait moins de 51 semaines, la limite remplaçant celle de 200 000 \$ doit être calculée au prorata du nombre de jours ($200\,000 \$ \times \text{nombre de jours de l'année d'imposition} \div 365$). Le revenu imposable ne doit pas dépasser cette limite.

INTÉRÊT

INTÉRÊT SUR LES IMPÔTS NON PAYÉS

Des intérêts sont ajoutés pour les acomptes non versés et les impôts échus, y compris des pénalités.

INTÉRÊT SUR LES PAIEMENTS EXCÉDENTAIRES

Les versements excédentaires d'acomptes ou les paiements excédentaires de soldes d'impôt donnent également lieu à des intérêts qui sont portés au crédit du compte du contribuable ou qui lui sont versés.

Remarque : Les taux d'intérêt peuvent changer tous les six mois, au début d'avril et d'octobre. Au 1^{er} octobre 1987, le taux était de 10 pour 100 par année.

DÉDUCTION D'ENCOURAGEMENT ACCORDÉE AUX PETITES ENTREPRISES

(Crédit d'impôt accordé aux petites entreprises)

Les petites entreprises peuvent se prévaloir de deux types de déductions d'encouragement :

1. Déduction d'encouragement accordée aux petites entreprises

Chaque compagnie reconnue comme petite entreprise selon les critères d'admissibilité à la déduction fédérale accordée aux petites entreprises peut se prévaloir du taux de 10 % pour les petites entreprises sur la tranche de son revenu d'entreprise exploitée activement attribuable à l'Ontario, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ (voir page 13).

2. Exonération de l'impôt sur le revenu des petites entreprises nouvellement constituées

Une petite entreprise constituée après le 13 mai 1982, qui répond aux critères d'admissibilité, peut se prévaloir d'une exonération de l'impôt sur le revenu sur la tranche de son revenu d'entreprise

exploitée activement attribuable à l'Ontario (voir ci-dessous) pour chacune de ses trois premières années d'imposition. Une compagnie **ne peut pas** s'en prévaloir si, après sa constitution :

- elle a été liée à une autre compagnie;
- elle a poursuivi des activités non admissibles;
- elle a poursuivi ses activités en participant à une coentreprise ou en étant membre d'une société;
- elle a poursuivi ses activités en utilisant des biens acquis à une compagnie de vente dont elle-même ou l'un de ses actionnaires détenait, à un moment quelconque, plus de 10 % du capital-actions; ou
- elle a été bénéficiaire d'un fidéicommiss.

ADMISSIBILITÉ

Chaque compagnie privée sous contrôle canadien qui a demandé la déduction fédérale accordée aux petites entreprises peut se prévaloir de ces crédits d'impôt en fonction du montant de la "tranche ontarienne du revenu admissible à la déduction fédérale accordée aux petites entreprises, redressée aux fins du crédit de l'Ontario"*. Le revenu en sus de ce montant est imposé au taux habituel.

*** La "tranche ontarienne du revenu admissible à la déduction fédérale accordée aux petites entreprises, redressée aux fins du crédit de l'Ontario" désigne la part attribuable à l'Ontario du moindre des montants suivants pour l'année :**

- le revenu, aux fins de l'impôt fédéral, provenant d'une entreprise exploitée activement au Canada;
- le revenu imposé par le gouvernement fédéral, redressé pour comprendre les pertes d'autres années déduites aux fins de l'impôt de l'Ontario plutôt que les pertes déduites aux fins de l'impôt fédéral; et
- le plafond des affaires pour l'année (actuellement de 200 000 \$).

DÉDUCTION FÉDÉRALE ACCORDÉE AUX PETITES ENTREPRISES

La déduction fédérale accordée aux petites entreprises s'applique au revenu d'entreprise exploitée activement gagné au Canada. Cette déduction est fonction du moindre des montants suivants : le revenu provenant d'une entreprise exploitée activement au Canada; le revenu imposable et le plafond des affaires pour l'année. Le revenu en sus du moindre de ces trois montants est imposé au taux fédéral habituel.

PERTES

De façon générale, les pertes autres qu'en capital (pertes commerciales) et les pertes en capital peuvent être reportées sur l'année d'imposition précédente ou subséquente.

PERTES AUTRES QU'EN CAPITAL

Les pertes autres qu'en capital peuvent être reportées sur les années suivantes ou précédentes selon des périodes déterminées :

Pertes subies en 1983

Pour les petites entreprises admissibles à la déduction fédérale accordée aux petites entreprises, la période de report rétrospectif est de **trois** ans et la période de report prospectif est de sept ans. Les autres compagnies jouissent d'une période de report rétrospectif de **deux** ans.

Pertes subies en 1984 ou les années suivantes

Pour toutes les compagnies à l'exception des entreprises agricoles et de pêche, la période de report rétrospectif est de trois ans et la période de report prospectif est de sept ans. Les pertes des entreprises agricoles et de pêche peuvent être reportées prospectivement sur trois autres années.

MONTANT UTILISABLE POUR LA DÉDUCTION DURANT LES ANNÉES D'EXONÉRATION

Les compagnies qui ont demandé l'exonération fiscale temporaire ne peuvent pas déduire pour les années suivantes les pertes qui auraient autrement été déductibles du revenu dans une année d'exonération d'impôt. Les pertes applicables sont considérées comme ayant été déclarées par la compagnie au cours de la période d'exonération dans l'ordre adéquat, pour la première année d'abord, jusqu'au montant maximal.

PERTES EN CAPITAL

On peut reporter rétrospectivement sur **deux** ans les pertes en capital subies en 1984 et prospectivement indéfiniment.

Les pertes en capital subies en 1985 et les années subséquentes peuvent être reportées rétrospectivement sur **trois** ans et prospectivement indéfiniment.

PERTES DÉDUITES AVANT L'ASSUJETTISSEMENT AU RÉGIME FISCAL ONTARIEN

Les pertes déduites lors du calcul du revenu imposable d'une compagnie aux fins de l'impôt fédéral pendant qu'elle n'était pas assujettie à l'impôt de l'Ontario sont considérées comme ayant été déduites également aux fins de l'impôt de l'Ontario pour ces années. Cela s'applique à tous les types de pertes, y compris les pertes en capital et les pertes autres qu'en capital.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

VÉRIFICATION DES COMPTES DES CONTRIBUABLES

La Section des vérifications de la Direction de l'imposition des compagnies peut vérifier la comptabilité des compagnies. Une vérification peut comporter un examen des livres et des registres au bureau de la compagnie.

CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE

Pour constituer une compagnie avec ou sans capital-actions, tant publique que privée en Ontario, il faut contacter la :

Section des examens et avis
Direction des compagnies
Division de l'enregistrement
Ministère de la Consommation et du Commerce
393, av. University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6
Téléphone : (416) 596-3754

RAISONS SOCIALES LÉGALES

Une compagnie constituée en Ontario qui désire poursuivre ses activités sous un nom autre que sa raison sociale légale doit contacter la :

Section du registrateur des sociétés en nom collectif
Direction des compagnies
Division de l'enregistrement
Ministère de la Consommation et du Commerce
393, av. University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6

Téléphone : (416) 596-3739

Cependant, la raison sociale légale de la compagnie doit être inscrite sur ses déclarations d'impôts en Ontario.

AIDE POUR REMPLIR LES DÉCLARATIONS POUR UNE PETITE ENTREPRISE SPÉCIALE ET LES DÉCLARATIONS D'IMPÔTS DES COMPAGNIES

Chaque Déclaration d'impôts des compagnies et Déclaration pour une petite entreprise spéciale est accompagnée d'instructions pour la remplir. S'ils ont besoin de renseignements supplémentaires, les contribuables peuvent contacter la Section des vérifications de la Direction de l'imposition des compagnies.

- Dans la communauté urbaine de Toronto, composer le (416) 965-1160 et demander le poste 6559 ou 6539
- À Oshawa, composer le (416) 433-6559 ou 433-6539

Ou encore, les contribuables peuvent communiquer gratuitement avec le Centre d'information multilingue du ministère du Revenu de n'importe où en Ontario. Les contribuables qui laissent un numéro seront rejoints par un fonctionnaire de la Direction de l'imposition des compagnies.

- Dans la communauté urbaine de Toronto, composer le 965-8470
- À Oshawa, composer le 433-5155
- Si l'indicatif régional est 416, composer le 1-800-263-7700
- Si l'indicatif régional est 807, composer le 1-800-263-3792
- Partout ailleurs, composer le 1-800-263-3960

Les utilisateurs d'un appareil de télécommunications pour malentendants peuvent composer, de n'importe où en Ontario, le 1-800-263-7776.

FORMULES

Les résidents de la communauté urbaine de Toronto peuvent aussi se procurer des brochures de la Direction de l'imposition des compagnies, des brochures d'information de la Direction des appels en matière fiscale et des formules d'Avis d'opposition et d'appel au :

Ministère du Revenu
Centre de renseignements de Toronto
50, rue Grosvenor
(une rue au sud de Wellesley, à l'ouest de Bay)

CHANGEMENT D'ADRESSE

Il faut aviser de tout changement d'adresse immédiatement et par écrit la Direction de l'imposition des compagnies du ministère du Revenu de l'Ontario dont voici l'adresse :

Direction de l'imposition des compagnies
Ministère du Revenu
33, rue King ouest
C.P. 622
Oshawa (Ontario)
L1H 8H6

IMPÔT MINIER

Outre l'imposition des compagnies, la Direction de l'imposition des compagnies est chargée de l'imposition des exploitations minières de l'Ontario. Cet impôt est prélevé sur les bénéfices des exploitants de mines de l'Ontario découlant de l'extraction et de la vente de minéraux. Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'impôt minier, contacter les :

Spécialistes fiscaux
Direction de l'imposition des compagnies
33, rue King ouest
Oshawa (Ontario)
L1H 8H6
Téléphone : (416) 433-6513
À Toronto : 965-1160, poste 6513

ou

la Direction de l'imposition des compagnies

Imposition des exploitations minières
880, rue Bay, 3^e étage
Toronto (Ontario)
M5S 1Z8

À Toronto : 965-9955

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

On peut obtenir des renseignements sur l'imposition des compagnies en Ontario en appelant le (416) 965-1160 et en demandant le poste approprié de la Direction de l'imposition des compagnies. À Oshawa, composer le (416) 433-, et le numéro du poste approprié indiqué ci-dessous.

	Poste
Renseignements généraux	
Renseignements	
Déclarations d'impôts des compagnies CT23 et CT8	
Déclaration pour une petite entreprise spéciale	6500
Bulletins d'information et d'interprétation	6109
Rôle d'imposition	
Demandes d'annulation	
Assujettissement à l'imposition	
Consentement à une continuation	
Changement d'adresse	
Changement de fin d'année d'imposition	6666
Respect de la loi	
Consentement à une reconstitution ou à une dissolution volontaire	
Projets de loi privés	6638
Comptes	
Intérêt et pénalités	{ 6708 6710 6714-5
Remboursement des paiements excédentaires	
Paieement des comptes	
Vérifications	
Demandes de renseignements sur les avis de cotisation	
Pour remplir les Déclarations d'impôts des compagnies	
Pour remplir les Déclarations pour	

une petite entreprise spéciale
Dédution d'encouragement accordée
aux petites entreprises
Petites entreprises spéciales

6559

Experts fiscaux

Interprétation de la loi
Décisions anticipées
Impôt minier

6513

Les contribuables désirant écrire aux sections ci-dessus doivent envoyer leur lettre à l'adresse suivante :

Direction de l'imposition des compagnies
Ministère du Revenu
33, rue King ouest
C.P. 622
Oshawa (Ontario)
L1H 8H6

OPPOSITIONS ET APPELS

Sur réception d'une Déclaration d'impôts des compagnies ou d'une Déclaration pour une petite entreprise spéciale dûment remplie, le ministère du Revenu établit un Avis de cotisation spécifiant les impôts exigibles. Les contribuables qui ne sont pas satisfaits de leur Avis de cotisation doivent contacter la Direction de l'imposition des compagnies et demander une explication. Au début, les désaccords entre les contribuables et la Direction sont traités avec le moins de formalités possibles.

AVIS D'OPPOSITION

S'ils n'obtiennent pas satisfaction, les contribuables peuvent déposer un Avis d'opposition à la Direction des appels en matière fiscale du ministère du Revenu. Cet Avis d'opposition doit être renvoyé à la Direction des appels en matière fiscale dans les 180 jours suivant la date où l'Avis de cotisation a été mis à la poste. Le ministre examine l'opposition et envoie un avis de décision au contribuable par courrier recommandé.

“COTISATIONS DÉSIGNÉES”

Certaines cotisations d'impôts des compagnies de l'Ontario sont fondées sur les cotisations correspondantes établies par Revenu Canada. Si un Avis d'opposition a déjà été déposé au palier fédéral, **il n'est pas nécessaire** de déposer un Avis d'opposition à la “cotisation désignée” auprès de la Direction des appels en matière fiscale. La compagnie et le ministère du Revenu sont liés par la décision finale relative à l'Avis d'opposition fédéral. Si un contribuable n'est pas d'accord sur les points non désignés (comme l'impôt sur le capital) de sa cotisation, il faut alors qu'il dépose un Avis d'opposition en Ontario. Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le Bulletin d'information 3, de mars 1987, publié par la Direction des appels en matière fiscale.

AVIS D'APPEL

La décision du ministre relative à l'opposition peut être portée en appel à la Cour suprême de l'Ontario. L'Avis d'appel doit être signifié au ministre (a/s du directeur des appels en matière fiscale) et déposé à la Cour suprême de l'Ontario dans les 90 jours suivant la date de mise à la poste de la décision du ministre.

PROLONGATION DU DÉLAI

Un contribuable peut obtenir une prolongation du délai de dépôt d'un Avis d'opposition ou d'un Avis d'appel en fournissant des raisons satisfaisantes dans une demande soumise au directeur des appels en matière fiscale. On ne permet habituellement pas de prolongation pour des raisons comme des vacances, un inventaire ou une date de fin d'année.

FORMULES

On peut se procurer des formules d'Avis d'opposition ou d'Avis d'appel à la Direction des appels en matière fiscale, à la Direction de l'imposition des compagnies, aux bureaux de la taxe de vente au détail ou au Centre de renseignements de Toronto (voir page 17).

BROCHURES ET BULLETINS

On peut commander les brochures intitulées “**Votre droit d'appel des impôts de l'Ontario**” et “**L'appel en matière fiscale en Ontario — Méthodes et règles**” en appelant gratuitement de n'importe où en Ontario le Centre d'information multilingue du ministère du Revenu

(voir page 16). On peut également se procurer les bulletins intitulés **Procédures administratives concernant les oppositions et les appels** et **Cotisations désignées, choix de procédures pour les oppositions et les appels**.

Ou encore, on peut écrire au :

Service des publications

Direction des services au contribuable
Ministère du Revenu
33, rue King ouest
C.P. 627
Oshawa (Ontario)
L1H 8H5

Pour de plus amples renseignements sur les oppositions et les appels, contacter la :

Direction des appels en matière fiscale
Ministère du Revenu
C.P. 627
33, rue King ouest, rez-de-chaussée
Oshawa (Ontario)
L1H 8H5

Téléphone :

(416) 433-6029 à Oshawa

(416) 965-5836 à Toronto (demander la Direction
des appels en matière fiscale)

